

**Direction des Achats**

**Service achats de fournitures, services & prestations intellectuelles**  
(SAFSPI) – Pôle Transversal

**PROCÉDURE AVEC NÉGOCIATION**

Passé en application des articles L.2124-3, R.124-3 1°, R.2161-12 et suivants du Code de la Commande Publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

**Acheteur :**

**Sorbonne Université**

Représenté par :

**La Présidente de Sorbonne Université**

**Siège social :**

21 Rue de l'Ecole de Médecine - 75006 PARIS

**Direction des Achats**

**Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles**

18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05

***Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05***

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

**Acquisition d'un outil de gestion et suivi des déclarations de résultats et d'actifs de propriété intellectuelle pour les besoins de Sorbonne Université**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur.....</b>	<b>4</b>
<b>Article 2 : Objet de l'accord-cadre .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 3 : Procédure de passation .....</b>	<b>4</b>
<b>Article 4 : Structuration de l'accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
4.1 Allotissement.....	4
4.2 Forme du marché .....	5
<b>Article 5 : Durée du marché ou de l'accord-cadre.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 6 : Montant de l'accord-cadre.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 7 : Pièces contractuelles.....</b>	<b>5</b>
<b>Article 8 : Modification de l'accord-cadre.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 9 : Réalisation de prestations similaires.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 10 : Obligations générales des parties.....</b>	<b>6</b>
10.1 Représentation des parties .....	6
10.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur .....	6
10.1.2 Représentation du titulaire .....	6
10.2 Groupement d'opérateurs économiques (cotraitance) .....	7
10.3 Sous-traitance.....	7
10.4 Obligations du titulaire.....	7
10.4.1 Obligation de résultat.....	7
10.4.2 Obligation d'information et de conseil .....	8
10.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail .....	8
10.4.4 Confidentialité et protection des données à caractère personnel .....	8
10.4.5 Sécurité des systèmes d'information .....	10
10.4.6 Réversibilité des données et destruction des données.....	11
10.4.7 Réparation des dommages.....	11
10.4.8 Comportement du personnel.....	12
10.5 Obligations du pouvoir adjudicateur.....	12
<b>Article 11 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre .....</b>	<b>12</b>
11.1 Délais d'exécution des prestations.....	12
11.2 Prolongation du délai d'exécution .....	12
11.3 Bons de commande.....	12

11.3.1 Modification d'un bon de commande.....	13
11.3.2 Suspension d'un bon de commande .....	13
11.3.3 Interruption d'un bon de commande.....	13
11.4 Conditions particulières d'exécution des prestations .....	14
11.4.1 Modalités d'intervention.....	14
11.4.2 Qualification des intervenants du titulaire .....	14
11.5 Le personnel du titulaire .....	14
<b>Article 12 : Réunion de lancement et de suivi d'exécution de l'accord-cadre.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 13 : Vérification et admission.....</b>	<b>15</b>
<b>Article 14 : Garantie .....</b>	<b>16</b>
<b>Article 15 : Prix.....</b>	<b>16</b>
15.1 Forme, contenu et caractéristiques des prix.....	16
15.2 Révision des prix.....	16
15.3 Clause butoir et de sauvegarde.....	17
<b>Article 16 : Modalités de règlement .....</b>	<b>17</b>
16.1 Facturation .....	17
16.2 Délais de paiement.....	19
16.3 Avances.....	19
16.4 Acomptes et paiements partiels .....	19
<b>Article 17 : Pénalités .....</b>	<b>19</b>
<b>Article 18 : Défaillance du titulaire .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 19 : Assurance .....</b>	<b>20</b>
<b>Article 20 : Résiliation.....</b>	<b>21</b>
<b>Article 21 : Pièces et attestations à fournir.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 22 : Cession ou nantissement .....</b>	<b>22</b>
<b>Article 23 : Différends.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 24 : Droit et langue.....</b>	<b>22</b>
<b>Article 25 : Dérogation au CCAG-TIC .....</b>	<b>22</b>

## Article 1 : Identification du pouvoir adjudicateur

**Sorbonne Université**  
**21, rue de l'École de Médecine**  
**75006 Paris**

**Représenté par :**

La Présidente de Sorbonne Université : Nathalie DRACH-TEMAM

**Direction des Achats**  
**Service Achats de Fournitures, Services et Prestations Intellectuelles**  
18, Rue de la Sorbonne - 75005 Paris Cedex 05  
**Adresse postale : 1, rue Victor Cousin - 75230 Paris Cedex 05**

## Article 2 : Objet de l'accord-cadre

La présente consultation concerne l'acquisition d'un outil de gestion et suivi des déclarations de résultats et d'actifs de propriété intellectuelle pour les besoins de Sorbonne Université.

**Code CPV principal :**

- 48000000-8 - Logiciels et systèmes d'information

**Codes CPV supplémentaires :**

- 48219300-9 Logiciels d'administration
- 48311000-1 Logiciel de gestion des documents
- 48311100-2 Système de gestion de documents
- 72263000-6 - Services d'implémentation de logiciels
- 72227000-2 Services de conseil en intégration de logiciels
- 72267000-4 - Services de maintenance de logiciels
- 79120000 - Services de conseils en matière de brevets et de droits d'auteurs
- 79110000 - Services de conseils et de représentation juridiques
- 79140000 - Services de conseils et d'information juridiques

## Article 3 : Procédure de passation

La procédure de passation retenue est la **PROCEDURE AVEC NEGOCIATION**. Elle est soumise aux dispositions des articles L 2124-3, R 2124-3 1°, R 2161-12 et suivants du Code de la Commande Publique.

Cette procédure est décomposée en deux phases distinctes :

- Une phase de candidature au terme de laquelle les candidats admis à présenter une offre seront sélectionnés
- Une phase d'offre au terme de laquelle un attributaire sera choisi

## Article 4 : Structuration de l'accord-cadre

### 4.1 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti. Conformément aux articles R2113-1 à R2113-3 du Code de la commande publique, le choix de ne pas alloter le présent marché est motivé pour la raison suivante : La scission en lots distincts de la prestation ne permet pas de répondre, de manière optimale, à

l'objectif dudit marché, lequel nécessite une cohérence d'ensemble dans l'exécution de la prestation. Le marché unique sera attribué à une seule entreprise.

#### **4.2 Forme du marché**

Le présent marché est un accord-cadre de techniques de l'information et de la communication (TIC).

L'accord-cadre est mono-attributaire et donne lieu à l'émission de bons de commande édités au fur et à mesure de la survenance des besoins.

#### **Article 5 : Durée du marché ou de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre prend effet à compter de sa notification.

Pour simple information, la date de début d'exécution des prestations est prévue au mois d'octobre ou de novembre 2025 (date prévisionnelle).

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans, reconductible tacitement trois fois pour une durée d'un (1) an, sans que sa durée totale ne puisse dépasser cinq (5) ans.

Conformément à l'article L2125-1 du Code de la Commande Publique, cette durée est justifiée aux motifs que la prestation objet de l'accord-cadre implique des besoins complexes qui nécessitent un développement sur le long terme : l'implémentation de l'outil implique des phases d'intégration, de formation, de développement personnalisé, de mises à jour logicielles et de support. Cela a pour effet de nécessiter des investissements amortissables sur une durée supérieure à 4 ans.

En application des dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Si le pouvoir adjudicateur décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informe le titulaire au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période en cours d'exécution. En cas de non-reconduction, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

À l'issue du présent accord-cadre, si aucun prestataire n'est désigné ou que la mise en service d'une solution de remplacement n'est pas encore effective, le titulaire du présent accord-cadre est alors tenu de poursuivre l'exécution de l'ensemble des services dans les mêmes conditions techniques et économiques, pour une durée qui ne saurait excéder six (6) mois.

#### **Article 6 : Montant de l'accord-cadre**

Conformément au décret du 23 août 2021, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum de 250 000 € HT sur la durée totale du marché (reconductions comprises).

Aucune indemnité de dédit ne sera due par Sorbonne Université au cas où le montant cumulé des bons de commande passés sur le fondement de l'accord-cadre n'atteindrait pas ce montant.

#### **Article 7 : Pièces contractuelles**

Le présent accord-cadre, est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CTP) ;
- La mise au point le cas échéant ;
- Les avenants le cas échéant ;
- Le cahier des clauses administratives générales des accords-cadres publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations objet de l'accord-

- cadre conformément à ce document et en avoir pris connaissance bien qu'il ne soit pas joint au dossier ;
- L'offre technique du titulaire.

Seuls les exemplaires originaux, conservés dans les archives de Sorbonne Université, font foi. Toute clause contraire aux pièces contractuelles constitutives est réputée nulle. **Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.**

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir, en cours d'exécution, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent accord-cadre.

#### **Article 8 : Modification de l'accord-cadre**

Toute modification du contrat fera l'objet de la passation d'un avenant dans le respect des dispositions des articles R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

**Évolution de la réglementation :** Par dérogation aux dispositions des articles 5.2.2, 6.2 et 7.2 du CCAG-TIC, la modification des dispositions législatives et réglementaires relatives à la législation sur la protection des données à caractère personnel, la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail, ainsi qu'à la protection de l'environnement applicables dans le cadre du présent contrat, ne donnera pas lieu à la conclusion d'un avenant avec le titulaire.

Le titulaire est tenu d'appliquer d'office les nouvelles dispositions législatives et réglementaires sans surcoût.

#### **Article 9 : Réalisation de prestations similaires**

En application des dispositions de l'article R2122-7 du Code, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat peut être conclu avec le titulaire au plus tard trois ans après la notification du présent accord-cadre.

#### **Article 10 : Obligation générales des parties**

##### **10.1 Représentation des parties**

###### **10.1.1 Représentation du pouvoir adjudicateur**

Dès la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur désigne une personne au sein de ses services, habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

###### **10.1.2 Représentation du titulaire**

Dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne une personne physique, habilitée à le représenter auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Celle-ci est réputée disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de son nom au pouvoir adjudicateur dans les délais impartis par l'accord-cadre, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

En cours d'exécution, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications se rapportant :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre.

## 10.2 Groupement d'opérateurs économiques (cotraitance)

Les dispositions prévues à l'article 3.5 du CCAG-TIC sont seules applicables.

## 10.3 Sous-traitance

Conformément aux articles R2193-4 à R2193-8 et R2193-10 à R2193-22 du Code de la commande publique, et en application des dispositions fixées à l'article 3.6 du CCAG-TIC, **le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans l'accord-cadre à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.**

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le titulaire doit se conformer aux dispositions du Code. Le titulaire se devant de réaliser les prestations par ses propres moyens, le recours à la sous-traitance doit revêtir un caractère exceptionnel.

En cas de sous-traitance de l'accord-cadre, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie de l'accord-cadre dont il assure l'exécution s'effectue lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire de l'accord-cadre fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au pouvoir adjudicateur, lorsque celui-ci en fait la demande. À défaut de l'avoir produit à l'échéance d'un délai de quinze jours courant à compter de la réception d'une mise en demeure de le faire par le pouvoir adjudicateur, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 3.6 du GGA-TIC, une pénalité égale 1/300<sup>ème</sup> du montant hors taxes de l'accord-cadre, éventuellement modifiés par avenant. Cette pénalité s'applique pour chaque jour de retard.

## 10.4 Obligations du titulaire

### 10.4.1 Obligation de résultat

Le présent accord-cadre, est soumis à une **obligation de résultat** de la part du titulaire pour l'ensemble des prestations. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre. Il ne peut nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou fournisseurs.

Le titulaire doit notamment satisfaire aux obligations suivantes :

- Se conformer rigoureusement aux stipulations décrites dans le présent CCAP et dans le CCTP ;

- Informer et conseiller : à ce titre, il s'engage d'une manière générale à répondre aux demandes de renseignements émanant du pouvoir adjudicateur et à communiquer toutes les explications concernant l'exécution de l'accord-cadre ;
- Demander au pouvoir adjudicateur toute information ou renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas où le titulaire n'exécute pas les prestations dans les conditions prévues par les documents de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur a la faculté d'appliquer des pénalités et ou indemnités telles que prévues à l'article 17 du présent CCAP, de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire ou de résilier le marché, conformément aux dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC et de l'article 20 du présent CCAP.

Le titulaire garantit les résultats fixés au présent accord-cadre et met en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens qu'il juge utiles et nécessaires pour l'accomplissement de ses missions et atteindre les niveaux de qualité requis, qui sont compatibles avec l'activité de l'établissement.

#### **10.4.2 Obligation d'information et de conseil**

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du pouvoir adjudicateur. Il est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord-cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le pouvoir adjudicateur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du pouvoir adjudicateur.

#### **10.4.3 Protection de la main-d'œuvre et conditions de travail**

Le titulaire produit tous les six (6) mois à compter de la notification de l'accord-cadre jusqu'à son expiration une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, prévue à l'article L243-15 du Code de sécurité sociale, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (articles D8222-5-1° du Code du travail et D243-15 du Code de sécurité sociale).

Si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, une déclaration est remplie par membre du groupement.

Le titulaire remet également au pouvoir adjudicateur une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet de l'accord-cadre à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'administration pourra soit appliquer la pénalité prévue à l'article 17 du présent CCAP soit résilier le marché sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

#### **10.4.4 Confidentialité et protection des données à caractère personnel**

##### **Obligation de confidentialité**

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, a connaissance d'information ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services de l'acheteur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin



d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

En particulier, le titulaire s'engage à ne pas utiliser, sans l'accord du pouvoir adjudicateur selon le cas, ses connaissances sur les matériels, logiciels, lieux d'implantation des prestations, pour accéder ou permettre à des tiers d'accéder aux informations détenues par l'acheteur, qu'il s'agisse de données, de programmes, de documents relatifs à une procédure de mise en concurrence ou de toutes autres informations.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire s'engage en outre :

- À prendre les mesures nécessaires pour garantir la neutralité de ses services vis-à-vis du contenu des messages transmis et le secret des correspondances :
  - En particulier le titulaire ne peut utiliser les coordonnées ou les données de facturation de l'acheteur pour une prospection ou une opération commerciale, à l'exception de celles concernant l'activité autorisée et relevant de la relation contractuelle entre le titulaire et l'acheteur ;
  - Le titulaire ne peut communiquer à des tiers de l'accord-cadre, les informations de facturation qu'il détient que dans le respect des lois applicables.
- À permettre au pouvoir adjudicateur de s'opposer gratuitement, appel par appel, ou de façon permanente, à l'identification du numéro ou du nom par le poste appelé.

### **Protection des données à caractère personnel**

A l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre, le titulaire est susceptible d'avoir accès à certaines données à caractère personnel. Dans cette hypothèse il doit être fait application de la réglementation relative aux traitements de données à caractère personnel et notamment du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des Données » ou RGPD) ainsi que de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée.

Conformément à cette loi, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne faire aucune copie des documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel qui lui sont confiées, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- ne pas utiliser les documents et supports relatifs aux informations à caractère personnel à des fins autres que celles spécifiées dans l'accord-cadre ;
- ne pas divulguer les informations à caractère personnel à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales, autrement que dans le strict cadre de l'exécution de l'accord-cadre ;
- prendre toute mesure permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques relatifs aux informations à caractère personnel en cours d'exécution des présentes ;

- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des informations à caractère personnel traitées pendant la durée de l'accord-cadre.

En cas de violation par le titulaire du secret professionnel ou des dispositions précitées, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit par l'université sans indemnités en faveur du titulaire.

Cette résiliation ne fait pas obstacle à des poursuites pénales éventuelles, la responsabilité du titulaire pouvant être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du Code pénal.

Sorbonne Université se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect de ses obligations par le titulaire au titre du présent article.

### **Protection des données personnelles en cas de sous-traitance**

Le règlement européen (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données - notamment l'article 28 - impose des obligations spécifiques aux sous-traitants qui doivent notamment aider les responsables de traitement dans leur démarche permanente de mise en conformité de leurs traitements.

Ainsi lorsque le sous-traitant intervient dans la mise en œuvre d'un traitement de données personnelles, il doit offrir à son client « des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du (...) règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée ».

Le sous-traitant doit notamment assister et conseiller le pouvoir adjudicateur dans sa conformité à certaines obligations prévues par le règlement européen (analyses d'impact, notification de violation, sécurité, destruction des données, contribution aux audits).

Concrètement, cela implique :

- une obligation de transparence et de traçabilité ;
- la prise en compte des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
- une obligation de garantir la sécurité des données traitées ;
- une obligation d'assistance, d'alerte et de conseil.

Il appartient au titulaire de veiller au respect de la réglementation par son sous-traitant.

#### **10.4.5 Sécurité des systèmes d'information**

Le titulaire du marché est tenu de fournir, à première demande, la documentation nécessaire à la sécurisation de ses fournitures dans les systèmes d'information. La documentation explicite, tous les flux échangés (entrants et sortants, liés au fonctionnement de l'application mais aussi de maintenance, de statistiques, de mise à jour, d'administration distante, etc), et les dispositifs de contrôle d'accès et de maintien en condition de sécurité.

À première demande, le titulaire identifie tous les prestataires techniques hébergeant ou stockant leurs données et leurs copies, utilisées ou échangées en cours de marché, et leur localisation.

Si l'emploi sécurisé du produit ou du service nécessite des actions particulières de la part des bénéficiaires du marché, elles doivent être clairement identifiées dans un chapitre Sécurité du mode d'emploi (ex : procédure de changement des mots de passe par défaut ou des interfaces exposées, de mise à jour de composants logiciels etc).

Le titulaire ne peut conditionner ses garanties de bon fonctionnement de fournitures ou prestations qu'il fournit à l'emploi de composants dans une version non supportée, sauf à démontrer une contrainte supérieure et proposer à ses frais des moyens de cantonner les risques, ou démontrer que les risques sont négligeables dans le contexte d'emploi.

Afin de démontrer de manière économique la réalité de leurs efforts pour sécuriser les composants impliqués dans le marché, les soumissionnaires sont invités à présenter des labels et certificats qui permettent à l'acheteur d'avoir un premier niveau d'assurance au cours de l'évaluation d'offres (voir article 14 du Règlement de la Consultation)

#### **10.4.6 Réversibilité des données et destruction des données**

Le titulaire s'engage, en cas de cessation du contrat, pour quelque cause que ce soit, à restituer l'ensemble des données, fichiers, configurations, et tout autre élément numérique produit ou utilisé dans le cadre de l'exécution du marché. Cette restitution devra se faire dans des conditions permettant leur réutilisation totale et sans altération par le pouvoir adjudicateur.

Le titulaire devra, à la demande du pouvoir adjudicateur, restituer l'intégralité des données sous un format ouvert et non propriétaire, permettant leur réutilisation. La restitution doit se faire dans un délai maximal de **30 jours** après la demande du pouvoir adjudicateur. A défaut, des pénalités pourront s'appliquer.

Les données seront restituées sur un support jugé approprié par Sorbonne Université. Le titulaire devra garantir que toutes les données sont restituées dans leur état complet, sans perte d'information.

Le titulaire s'engage à fournir toute l'assistance nécessaire pendant la phase de réversibilité afin de garantir une restitution des données sans difficulté technique. Cette assistance pourra comprendre des actions de transfert, de migration des données, ou d'explication des formats utilisés.

Si la restitution des données ne respecte pas les modalités et le format prévu par le présent article, le titulaire sera tenu responsable de la non-conformité et devra procéder, à ses frais, à toute action corrective nécessaire pour garantir la restitution conforme des données dans les plus brefs délais.

Une ligne dans le bordereau des prix unitaire permet au Titulaire de chiffrer les coûts liés à la réversibilité des données (migration, assistance, transfert, etc.).

Conformément à l'article 37 du CCAG-TIC, une fois la restitution complète des données effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

#### **10.4.7 Réparation des dommages**

Les dommages de toute nature, causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel et à leurs biens ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Tant que les équipements restent la propriété du titulaire, celui-ci est, sauf faute du pouvoir adjudicateur, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause autre

que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Cette stipulation ne s'applique pas en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci.

Le titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité.

#### **10.4.8 Comportement du personnel**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'amabilité et de la plus grande correction. Le titulaire se porte garant de l'honorabilité de son personnel.

Il est rappelé que le titulaire est responsable de ses employés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Toute détérioration sur le mobilier, le matériel, les revêtements, au cours de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire.

#### **10.5 Obligations du pouvoir adjudicateur**

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur mettra à disposition du titulaire tout document et information, nécessaires à l'exécution du présent accord-cadre.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'accord-cadre.

#### **Article 11 : Modalités d'exécution de l'accord-cadre**

L'exécution du marché débute à compter de sa date de notification au titulaire.

##### **11.1 Délais d'exécution des prestations**

Le paiement des sommes dues au titre de l'exécution de l'accord-cadre s'effectue selon les règles applicables à la comptabilité publique après service fait.

Les délais d'exécution sont les délais précisés dans l'offre technique du titulaire et pour lesquels il s'engage.

Tout dépassement de ces délais du fait du titulaire est sanctionné par l'application des pénalités de retard prévues à l'article 17 du présent CCAP.

##### **11.2 Prolongation du délai d'exécution**

Les demandes éventuelles de prolongation du délai d'exécution sont adressées au pouvoir adjudicateur selon les modalités définies à l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 13.3.2 du CCAG-TIC, le titulaire doit formuler sa demande dans un délai maximum de 48 heures à compter de la date à laquelle les causes faisant obstacle à l'exécution des prestations dans les délais contractuels sont apparues.

Par ailleurs, un sursis de livraison des fournitures peut être accordé par le pouvoir adjudicateur dans les conditions définies à l'article 21.5 du CCAG-TIC. Les demandes éventuelles doivent être soumises par email avec demande de notification de lecture ou par courrier recommandé avec avis de réception.

##### **11.3 Bons de commande**

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande. Les bons de commande précisent les prestations à exécuter et sont notifiés au titulaire par un représentant habilité du pouvoir adjudicateur par email et/ou par courrier postal.

L'annulation d'une commande est notifiée dans les mêmes conditions.

Chaque bon de commande doit comporter au minimum les renseignements suivants :

- la référence du présent accord-cadre ;
- le numéro de commande SIFAC SU ;
- la date de la commande ;
- le nom du service émetteur de la commande ;
- le descriptif de la prestation commandée ;
- le prix de la prestation exprimé en euro HT ;
- le taux de TVA appliqué ;
- le prix de la prestation en euros TTC ;
- la date de la prestation ;
- le lieu d'exécution ;
- le délai d'exécution de la prestation, exprimé en jours calendaires, en semaines ou en mois.

À compter de la notification du bon de commande, et par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-TIC, le titulaire dispose de deux (2) jours ouvrés, à compter de la date de réception du bon de commande, pour notifier par email ses observations éventuelles au pouvoir adjudicateur. Passé ce délai, le bon de commande est considéré comme accepté.

Les éventuelles annexes particulières afférentes à la commande sont jointes au bon de commande.

#### **11.3.1 Modification d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant afin d'ajuster notamment la volumétrie des articles demandés. Le pouvoir adjudicateur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 11.3 ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

#### **11.3.2 Suspension d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

À l'expiration de cette durée, le pouvoir adjudicateur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre, dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif portant sur la poursuite des prestations, objet du ou des bons de commande suspendus, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

#### **11.3.3 Interruption d'un bon de commande**

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commande correspondants jusqu'à l'ordre

d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

#### **11.4 Conditions particulières d'exécution des prestations**

La qualité du service doit être assurée pendant toute la durée de l'accord-cadre dans les conditions spécifiques, décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'engage aussi à prendre à sa charge toute adaptation de ses propres moyens et équipements qui pourraient s'imposer du fait d'évolutions technologiques des équipements à entretenir.

##### **11.4.1 Modalités d'intervention**

Les interventions s'effectuent conformément aux propositions décrites dans l'offre technique du titulaire. Néanmoins, sous réserve d'une demande expresse du pouvoir adjudicateur, une intervention doit pouvoir être prolongée ou demandée en dehors de cette période d'intervention.

##### **11.4.2 Qualification des intervenants du titulaire**

Les intervenants du titulaire, pour mener à bien les prestations, devront avoir une parfaite connaissance :

- Fonctionnelle :
  - Des domaines des prestations objet du présent accord-cadre afin de satisfaire à leurs obligations.
- Technique :
  - De l'environnement technique de mise en œuvre des produits objet de la prestation.

#### **11.5 Le personnel du titulaire**

##### **➤ Moyens et/ou matériels mis en œuvre par le titulaire pour son personnel**

Le titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité le matériel et les moyens nécessaires à l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les matériels appartenant au pouvoir adjudicateur qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre de l'accord-cadre.

Si des matériels ou des moyens appartenant au pouvoir adjudicateur étaient mis à disposition du titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité.

##### **➤ Comportement du personnel :**

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

L'utilisation de matériels contenus à l'intérieur des locaux lui est interdite. C'est notamment le cas des appareils de téléphonie, télécopie, photocopieurs, ordinateurs, imprimantes ainsi que tous les consommables de bureaux tels que le papier.

Selon les dispositions fixées à l'article 10.4 du présent CCAP, le personnel du titulaire s'engage à ne divulguer à qui que ce soit et sous quelque forme que ce soit des informations, renseignements, documents dont il a ou aurait pu avoir connaissance dans l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier en application de l'article 1384 du Code civil.

➤ **Mesures d'éviction ou de remplacement de personnel :**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, sans indemnité, d'exiger à tout moment l'éviction de toute personne participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité.

Cette mesure s'applique aux salariés du titulaire ainsi qu'à ceux de ses sous-traitants. Cette mesure est de portée générale et définitive. Le délai de remplacement est de 5 jours ouvrés à compter de la demande dûment motivée.

➤ **Responsabilité du titulaire vis-à-vis de son personnel :**

Le titulaire est responsable de son personnel d'exécution en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ainsi que des vols qui pourraient être commis par ses agents.

#### **Article 12 : Réunion de lancement et de suivi d'exécution de l'accord-cadre**

Une réunion de lancement de l'accord-cadre, réunissant les représentants du titulaire et ceux du pouvoir adjudicateur, sera organisée au plus tard quinze (15) jours après la notification de l'accord-cadre.

Cette réunion aura pour objectif de fixer :

- les modalités de pilotage du marché ;
- les modalités opérationnelles d'exécution des prestations ;
- et de communiquer les noms et coordonnées des différents correspondants.

Lors de cette réunion, le représentant du titulaire devra être accompagné des personnes ayant la connaissance technique chargées de l'exécution opérationnelle des prestations.

Dans le cadre de la réalisation des prestations attendues, des réunions de suivi d'exécution pourront être organisées ponctuellement soit à la demande de Sorbonne Université, soit à la demande du titulaire.

#### **Article 13 : Vérification et admission**

Les opérations de vérification d'exécution des prestations et de livraison des livrables par le titulaire sont régies par les dispositions des articles 30 à 33 du CCAG-TIC.

Les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

La vérification d'aptitude intervient après la mise en ordre de marche. Elle a pour objet de constater que les prestations, livrées ou exécutées, présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans les documents particuliers du marché.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, le délai imparti à l'acheteur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de soixante (60) jours à compter de la date de notification de l'écrit par lequel le titulaire informe l'acheteur que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou, à défaut, de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche à l'acheteur.

Si la décision de vérification d'aptitude est positive, la vérification de service régulier débute.

La vérification de service régulier a pour objet de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation prévues dans les documents particuliers du marché.

Par dérogation à l'article 32.4 du CCAG-TIC, la régularité du service s'observe pendant quatre-vingt-dix (90) jours, à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par l'acheteur.

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend, dans les conditions prévues à l'article 34 du CCAG-TIC une décision d'admission en l'état ou avec des observations d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

#### **Article 14 : Garantie**

Les dispositions de l'article 36 du CCAG-TIC s'appliquent.

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

#### **Article 15 : Prix**

##### **15.1 Forme, contenu et caractéristiques des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont contenus dans l'offre financière du titulaire.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, d'assurances ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais de mission des intervenants du candidat et les frais de participation à tous les déplacements nécessités par le contrat, demandés par le pouvoir adjudicateur. Ces prix comprennent toutes les dépenses nécessaires pour l'exécution du présent contrat, conformément aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre.

Les prix sont indiqués avec deux décimales.

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires.

Les prix figurant dans l'offre du fournisseur sont réputés établis aux conditions économiques à la date de remise de l'offre.

Le taux des taxes applicables est celui en vigueur au moment du fait générateur de ces taxes.

##### **15.2 Révision des prix**

Les prix sont fermes durant la première année d'exécution de l'accord-cadre.

Les prix sont révisés à la baisse, comme à la hausse, sur demande du titulaire, à la date anniversaire de l'accord-cadre, en application de la formule de révision suivante :

$$P = P_0 \times [(0.15 + 0.85 \times (\text{SYN REV}(n) / \text{SYN REV}(0))]$$

**Dans laquelle :**

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix initial

I<sub>0</sub> = valeur de l'index au mois Mo

I<sub>m</sub> = valeur de l'index pour le mois de référence

L'index utilisé est : SYN REV : Syntec révisé (sociétés assujetties à la TVA)

Au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du contrat, le titulaire peut proposer une révision de ses prix. Cette demande, accompagnée de justificatifs devra être transmise par le titulaire au pouvoir adjudicateur par courrier électronique au Service de l'Achat Transversal ([emmanuelle.laurent-caruge@sorbonne-universite.fr](mailto:emmanuelle.laurent-caruge@sorbonne-universite.fr))

Il doit indiquer clairement dans sa proposition :



- La formule de révision
- La valeur des indices utilisés
- Les nouveaux tarifs applicables pour chacun des lots, concerné.

A l'appui de sa demande, le titulaire devra produire le nouveau cadre de réponse financier (BPU) modifié en conséquence.

La révision est applicable pour chaque nouvelle période annuelle de l'accord-cadre. Les prix ainsi révisés restent invariables pendant la nouvelle période annuelle.

La seule transmission des prix révisés au pouvoir adjudicateur n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix de l'accord-cadre ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par l'université.

Pendant le préavis, les services de Sorbonne Université peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif. Pour ces prestations objet de bons de commande, les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande. De ce fait et par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-TIC, le prix de règlement est celui en vigueur à la date d'émission du bon de commande.

À défaut de proposition par le titulaire dans les conditions prévues ci-dessus, les prix de l'année précédente continueront à courir pour la nouvelle année d'exécution.

### 15.3 Clause butoir et de sauvegarde

**Clause butoir :** Il est entendu que les prix pratiqués pour la prestation sont susceptibles de variations à la date anniversaire de l'accord-cadre. L'augmentation qui résulte de la révision des prix sera obligatoirement limitée par rapport aux derniers prix en vigueur à 3%.

Si la variation annuelle excède le taux susvisé, alors celle-ci sera automatiquement limitée à ce taux sauf dispositions législatives ou réglementaires ou circonstances exceptionnelles dûment justifiées à apprécier par le pouvoir adjudicateur, à la demande du titulaire.

**Clause de sauvegarde :** Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité l'accord-cadre lorsque l'augmentation des prix est supérieure à 3% par rapport aux prix de la période d'exécution précédente. Cette résiliation n'est pas automatique.

Il informe le titulaire de son intention de procéder à la résiliation en respectant un préavis de deux (2) mois à compter de la notification de sa décision. Dans cette hypothèse, ce sont les prix validés antérieurement qui resteront applicables jusqu'à la date d'effet de la résiliation.

### Article 16 : Modalités de règlement

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB original fourni avec l'acte d'engagement.

L'ordonnateur de la dépense est le Président de Sorbonne Université.

Le comptable assignataire de la dépense est l'Agent Comptable de Sorbonne Université.

### 16.1 Facturation

Les factures correspondent aux prestations commandées, elles sont libellées au nom de Sorbonne Université.

L'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique fixe les modalités techniques de transmission des factures sous forme dématérialisée et de mise à disposition

des informations relatives au traitement des factures au travers de la solution mutualisée dénommée ChorusPro.

La transmission des factures sous forme dématérialisée par le titulaire, l'émetteur, s'effectue selon l'un des trois modes suivants, au choix de l'émetteur :

- Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
- Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur
  - Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;
  - Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté ;
- Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures transmises doivent obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- Le numéro du bon de commande et le numéro de l'accord-cadre ;
- Le Code d'identification du service en charge du paiement ;
- La date et le lieu de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la facture. Il la complète éventuellement en faisant apparaître les pénalités, prévues à l'article 17 du présent CCAP, précomptées sur les sommes dues au titulaire. Le montant de la somme à régler au titulaire est notifié au titulaire si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de quinze (15) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

Toute facturation ne respectant pas les prescriptions ci-dessus est retournée au titulaire de l'accord-cadre pour réédition conforme.

***Une copie de ces factures doit également parvenir aux représentants du pouvoir adjudicateur dont les coordonnées vous auraient été communiquées au lancement de l'accord-cadre public, par mail en parallèle à l'envoi par courrier au service concerné.***

## 16.2 Délais de paiement

Le délai maximum de paiement, sur lequel l'acheteur s'engage, est de trente (30) jours. Le point de départ de ce délai de paiement s'effectue à la date de réception de la facture conforme par Sorbonne Université.

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) euros s'ajoute aux intérêts moratoires.

## 16.3 Avances

Sauf renonciation expresse du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance de 10 % peut être versée dans les conditions de l'article L2191-2 du Code de la commande publique. Le remboursement de l'avance s'effectue dans les conditions des articles R2191-11 et suivants du même Code.

## 16.4 Acomptes et paiements partiels

Le paiement de la solution (UO 1.1 Unité d'œuvre de Mise en œuvre initiale de l'outil) se fera selon l'échéancier suivant :

- 20% à l'issue de la Mise en ordre de marche (MOM)
- 30% à la Vérification d'aptitude (VA) positive
- 50% à la Vérification de service régulier (VSR) positive

Les matériels seront payés après réception. Les prestations de maintenance seront payées annuellement terme à échoir. Les prestations complémentaires seront payées sur présentation de facture, après service fait.

## Article 17 : Pénalités

Toutes les pénalités sont encourues sur simple constatation du pouvoir adjudicateur ou son représentant. Les pénalités s'imputent d'office sur les règlements. Il est entendu que ces pénalités, ne sont appliquées que lorsque le titulaire est reconnu responsable du défaut de prestation. Cependant il appartient au titulaire de faire la preuve que les prestations non conformes ne lui sont pas imputables.

Les pénalités sont calculées en jour ouvrés, sauf indication contraire. Elles seront appliquées sur la facture et viendront en déduction sur la facture mensuelle suivant le mois d'application des pénalités.

Ces pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC, le titulaire encourt les pénalités forfaitaires ci-après, dans les cas suivants :

Objet et modalité d'application de la pénalité :	Montant de la pénalité
Retard dans l'exécution de la mise en ordre de marche ou des prestations à bons de commande	200 € par jour ouvré de retard
Dépassement par le titulaire des délais contractuels de traitement des incidents – <b>Indisponibilité totale du système</b>	100€ par heure ouvrée de retard
Absence à une réunion avec Sorbonne Université sans avertissement préalable	100€ par incident
Défaut de réponse sous 24h (jour ouvré) à partir du signalement d'une anomalie empêchant l'utilisation optimale du logiciel	100 € HT par jour ouvré de retard

Retard, par rapport au délai prévu dans l'offre du titulaire, dans la résolution d'une panne ou d'une anomalie empêchant l'utilisation optimale du logiciel	200 € HT par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de remise des données dans le cadre de la clause de réversibilité	100€ HT par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de destruction des données dans le cadre de la clause de réversibilité	100€ HT par jour ouvré de retard
Non-respect du délai de remplacement d'un personnel participant à l'exécution des prestations pour insubordination, incapacité ou défaut de probité	50€ HT par jour ouvré de retard

#### **Non-respect des obligations relatives au RGPD :**

Pénalités pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées :

- pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard (à compter du jour où l'acheteur est informé par la personne concernée) pour non-respect des droits des personnes (personne qui demande la rectification de ses données personnelles ou l'effacement de celles-ci).
- pénalité de 1 000 euros par jour (après constat fait par l'acheteur) en cas de fuite et de violation de données à caractère personnelle,
- pénalité forfaitaire de 100 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) pour non-tenue et transmission à l'acheteur du registre des activités de traitement.

#### **Article 18 : Défaillance du titulaire**

En cas d'inexécution de prestation de service ou de livraison, de retard ou d'exécution partielle, pour quelque motif que ce soit, et faute d'accord entre les parties, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire appel au prestataire de son choix pour suppléer à la défaillance du titulaire, aux frais et risques du titulaire, sans qu'une décision de résiliation aux frais et risques du titulaire ne soit nécessairement prononcée à son encontre.

#### **Article 19 : Assurance**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation d'assurance est déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

## Article 20 : Résiliation

Le présent accord-cadre peut être résilié à tout moment par le pouvoir adjudicateur, suite à une faute ou une défaillance du titulaire ou bien par simple décision unilatérale, sous respect d'un préavis de trente (30) jours par envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

La résiliation est alors prononcée par le pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des dispositions du chapitre 8 du CCAG-TIC. Le cas échéant, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre accord-cadre, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à la personne publique.

Par ailleurs, Sorbonne Université peut résilier le marché sans indemnité, en cours d'exécution, par décision avec date d'effet, envoyée en recommandé avec avis de réception, si :

- Après mise en demeure du titulaire assortie d'un délai, des défauts constatés n'étaient pas corrigés ;
- En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R2153-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R1263-12, D8222-5 ou D8222-7 ou D8254-2 à D8254-5 du Code du travail ;
- Le titulaire de l'accord-cadre a sous-traité en contrevenant aux dispositions du Code de la commande publique ;
- En cas de liquidation judiciaire du titulaire, le marché est résilié à la date du jugement du tribunal de commerce.

Par dérogation à l'article 51 du CCAG-TIC, dans le cas d'une résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, Sorbonne Université se réserve le droit de résilier unilatéralement et à tout moment le présent accord-cadre.

À ce titre, le titulaire ne pourra prétendre qu'à une indemnisation proportionnelle au montant des prestations restant à exécuter pour la période allant de la résiliation de l'accord-cadre à la date initialement convenue de cessation des prestations. Les dépenses afférentes au manque à gagner et autres frais ne seront pas portées au décompte de résiliation.

### **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Le pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 54 du CCAG FCS. Ainsi, il peut faire procéder à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire. S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans les conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents de l'accord-cadre, il peut y substituer des prestations équivalentes. Le titulaire, de l'accord-cadre résilié, doit fournir toutes les informations recueillies et tous les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur. L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. En cas de non-respect des stipulations prévues à l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, en cas de préjudice constaté, d'exercer toute action en réparation à l'encontre du titulaire.

## **Article 21 : Pièces et attestations à fournir**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Sorbonne Université, à l'adresse suivant :

<http://www.e-attestations.com>

À défaut, des pénalités peuvent être appliquées dans les conditions de l'article 17 du présent CCAP. L'accord-cadre, peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 20 du présent CCAP si le titulaire ne répond pas à la relance du pouvoir adjudicateur.

## **Article 22 : Cession ou nantissement**

Le présent accord-cadre peut, en tout ou partie, être librement cédé par le titulaire en application des dispositions des articles R2191-45 à 2191-62 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements est le Président de Sorbonne Université (DA – Service Achat Transversal – 18 rue de la Sorbonne | 75005 PARIS)

## **Article 23 : Différends**

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de l'accord-cadre ou à l'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Tout différend entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'une lettre de réclamation exposant les motifs de son désaccord et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Par dérogation à l'article 55 du CCAG-TIC, cette lettre doit être communiquée au pouvoir adjudicateur dans le délai d'un mois courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion. Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai d'un mois, courant à compter de la réception de la lettre de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend qui les oppose à un comité consultatif de règlement amiable des litiges, dans les conditions mentionnées aux articles R2197-1, D2197-15, D2197-17 et R2197-16 du Code de la commande publique.

## **Article 24 : Droit et langue**

En cas de litige qui ne saurait trouver une solution amiable, le droit français est applicable et seuls les tribunaux français sont compétents.

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 modifiée relative à l'emploi de la langue française, la langue d'exécution du présent accord-cadre public est le français, tant à l'écrit qu'à l'oral. Tous les documents, documentations et livrables, tous les courriers et toutes les réunions sont rédigés ou se tiennent en français. Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur peut exiger que les documents soient accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté, et ce aux frais du titulaire.

## **Article 25 : Dérogation au CCAG-TIC**

Il est dérogé aux articles du CCAG-TIC, en ce qui concerne uniquement les clauses indiquées ci-dessous :

Article du CCP	Clause concernée	Article du CCAG - TIC
8	Modification de l'accord-cadre- Évolution de la réglementation	5.2.2, 6.2 et 7.2
10.3	Sous-traitance	3.6
11.2	Prolongation du délai d'exécution	13.3.2
11.3	Bons de commande	3.7.2
13	Vérification et admission	33.2.1 et 32.4
15.2	Révision des prix	10.2
17	Pénalités	14
20	Résiliation	51
23	Différends	55